

Mondialisation, croissance et pauvreté

**Description de l'initiative de programme
pour les années 2006-2011**

**Centre de recherches
pour le développement international
Ottawa, Canada**

Table des matières

| | |
|-----------------------------------------------|----|
| Sommaire | 2 |
| Contexte et antécédents | 5 |
| Le contexte du développement et le CRDI | 5 |
| Mondialisation, croissance et pauvreté | 6 |
| L'expérience du CRDI..... | 11 |
| La programmation | 16 |
| Vision, buts et objectifs..... | 16 |
| Axes thématiques et axes transversaux..... | 17 |
| Approches et stratégies de programmation..... | 23 |
| Sources de référence | 26 |
| Liste de sigles | 28 |

Sommaire

La croissance et la mondialisation n'ont pas donné lieu à la réduction de la pauvreté qui était espérée dans les années 1990. C'est le cas notamment de certaines régions et pays où les indices de pauvreté se sont, de fait, considérablement aggravés par rapport aux normes exposées dans les objectifs du Millénaire pour le développement. Parallèlement, on assiste ailleurs dans le monde, depuis plusieurs années, à un recul de la pauvreté, généralement associé à une croissance économique forte et soutenue ainsi qu'à une intégration judicieuse à l'économie mondiale. Devant un constat aussi inégal, les gouvernements et d'autres intervenants internationaux s'efforcent de tirer les enseignements les plus pertinents, mais des données et des analyses inadéquates viennent souvent freiner leurs efforts.

Il en résulte deux gageures connexes : comment assurer une croissance soutenue et comment faire en sorte que les pauvres profitent de cette croissance. La croissance doit être soutenue parce que les récessions économiques comptent parmi les principales causes de la prolifération de la pauvreté. Mais la lutte contre la pauvreté exige une croissance d'un genre particulier. Cette croissance ne doit pas seulement être centrée dans certaines régions géographiques, sur certaines industries ou certains types d'entreprises, mais elle doit aussi reposer sur des technologies précises, sur des mécanismes de régulation du marché et des accords non commerciaux et sur l'interdépendance avec l'économie mondiale. Qui plus est, elle ne doit pas être préjudiciable au milieu naturel dont les pauvres – et les futures générations – sont tributaires.

Pourtant, au-delà de ces considérations générales, les détails d'une stratégie de croissance partagée (c'est-à-dire une croissance qui n'exclut personne) seront forcément fondées sur les réalités des pays visés et devront prendre en considération, entre autres facteurs, les diverses causes locales de la pauvreté, les obstacles à la croissance fondée sur le marché, l'offre et la demande de biens publics et la place des pays en question dans l'économie mondiale. Aussi pareille croissance exige-t-elle une solide connaissance de la situation, des difficultés et des possibilités locales pour que le dialogue sur les politiques et l'élaboration des politiques puissent se fonder sur des informations probantes.

Grâce à l'expérience qu'il a acquise dans ses initiatives de programme Commerce, emploi et compétitivité (CEC) et Impacts micros des politiques macroéconomiques et d'ajustement (MIMAP) ainsi que dans le cadre d'autres activités et projets d'envergure, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) est en mesure de répondre à un grand nombre des besoins des pays en développement en matière de connaissances, de renforcement des capacités et de soutien des politiques. Ce document expose les fondements et la structure d'une nouvelle initiative de programme, Mondialisation, croissance et pauvreté (MCP).

Cette nouvelle initiative a quatre grands objectifs :

1. fournir de solides données probantes, établies à partir des situations locales, sur les caractéristiques et les facteurs de la croissance économique universelle et de la réduction de la pauvreté afin de permettre aux gouvernements et aux intervenants

- d'autres milieux des pays en développement de concevoir des politiques et des programmes adéquats;
2. informer les responsables des politiques et les intervenants de la société civile des possibilités et des difficultés liées à la lutte contre les inégalités et la pauvreté en élaborant des stratégies commerciales pertinentes et en situant les marchés (nationaux et internationaux) dans des contextes réglementaires appropriés;
 3. présenter des analyses de politiques, des propositions et des recommandations qui permettent aux gouvernements et aux intervenants d'autres milieux des pays en développement d'élaborer des systèmes de protection sociale équitables et efficaces;
 4. enrichir les analyses de politiques menées par les chercheurs des pays en développement par des données dénotant une compréhension approfondie de la dynamique et des dimensions non monétaires de la pauvreté et des inégalités, des répercussions politiques et économiques des réformes en faveur de l'équité et des niveaux d'intervention appropriés (local, national, international) pour la mise en oeuvre des politiques prônant l'équité sociale.

Les projets et les activités que la nouvelle initiative de programme appuiera s'inscriront dans un des trois axes thématiques suivants, qui portent sur :

- ***les caractéristiques et les facteurs de la croissance partagée***, l'accent étant mis sur les répercussions politiques des moyens mis en oeuvre pour favoriser une croissance qui réduise les inégalités et la pauvreté ainsi que sur le fonctionnement du marché du travail (au sens large), considéré comme un lien important entre diverses politiques, les marchés et le bien-être des populations;
- ***les marchés, d'autres institutions et la croissance partagée***, l'accent étant mis sur les répercussions des divers scénarios possibles quant aux politiques en matière de commerce, de concurrence et de réglementation ainsi que sur les institutions à vocation non économique qui interviennent comme médiateurs dans les questions de croissance, d'équité et de pauvreté;
- ***la protection sociale***, l'accent étant mis sur la détermination précise des personnes qui ont besoin de la protection offerte par l'État, des divers types de systèmes, des différents milieux et sur la façon de financer équitablement ces mécanismes sans faire obstacle à la croissance.

Dans les activités regroupées dans ces trois axes thématiques, l'initiative de programme MCP accordera la priorité à trois axes transversaux qui, ensemble, définissent son approche particulière eu égard au plan d'action axé sur les politiques. Ces axes transversaux sont les suivants :

- ***enrichissement des analyses de la pauvreté et des inégalités***, en particulier en accordant explicitement une attention particulière à la dynamique de la pauvreté et de la vulnérabilité ainsi qu'aux diverses dimensions (monétaires et non monétaires) des inégalités et des privations;
- ***mondialisation, décentralisation et « subsidiarité »***, ou l'analyse critique des niveaux appropriés de réponse – local, infranational, national, régional, international –, la coordination des politiques et la cohérence des exigences quant aux changements qui s'imposent en faveur des pauvres;

- ***répercussions politiques et économiques des changements progressifs***, en clarifiant les obstacles d'ordre politique et économique et les stratégies viables de réforme, et en veillant à ce que les projets reposent sur une compréhension solide du processus d'élaboration des politiques.

Malgré la présence d'autres intervenants du milieu du développement dans ce domaine, c'est indubitablement un créneau où le CRDI a sa place. Premièrement, la qualité et la nature de la recherche qui sous-tend l'élaboration des politiques peuvent être considérablement améliorées. Deuxièmement, l'appui pour la recherche autochtone effectuée par la population locale et ayant pour double objectif de renforcer les capacités et de soutenir les politiques fait encore trop souvent défaut. Troisièmement, le CRDI est bien placé pour être un courtier du savoir et favoriser la formation de partenariats qui puissent combler le fossé entre le Nord et le Sud, entre les chercheurs et les praticiens du développement et entre les divers domaines. Quatrièmement, la place centrale que le Centre accorde au renforcement des capacités dans sa programmation lui permet de répondre mieux que quiconque aux demandes croissantes de perfectionnement de l'apprentissage et des essais locaux. Enfin, les axes thématiques et les axes transversaux susmentionnés sont caractéristiques d'une démarche particulière. Ceci étant dit, tout sera mis en oeuvre pour établir une collaboration étroite avec d'autres organismes actifs dans ce domaine et former avec eux une association harmonieuse.

L'initiative de programme MCP destine son financement principalement aux projets multinationaux et aux réseaux de savoirs thématiques, régionaux ou infranationaux. Elle mettra ainsi à profit l'expérience et les avantages comparatifs de CEC et de MIMAP, poursuivra les partenariats mis en place et réorientera les travaux de ces initiatives de programme en fonction du nouveau plan d'action. Une petite part du budget de l'initiative de programme MCP ira aux projets nationaux afin de saisir les occasions de renforcer les capacités et de soutenir les politiques à l'échelle nationale.

Contexte et antécédents

Le contexte du développement et le CRDI

Les principes du développement durable et équitable et de la réduction de la pauvreté sont les assises de la programmation du CRDI. La démarche du Centre se fonde sur la conviction que la croissance économique doit profiter aux pauvres et que les inégalités – qui se rapportent au sexe, à l'origine ethnique, à la classe sociale, à la religion, aux castes et à l'âge – doivent être progressivement éliminées. Elle suppose également qu'en raison des sources diverses des inégalités et de l'exclusion, la pauvreté est un phénomène multidimensionnel.

Le document *Stratégie générale et Cadre programmatique 2005-2010* met en lumière certains des principaux enjeux associés à la lutte contre la pauvreté et les inégalités à l'ère de la mondialisation :

- malgré l'accélération de la mondialisation, le monde demeure très fragmenté et marqué par les inégalités, et les avantages de la mondialisation ont été très inégalement répartis;
- les politiques nationales sont importantes et les pays prospères sont ceux qui ont su le mieux gérer les enjeux de la mondialisation; depuis la mondialisation, les responsables des politiques font face à de nouveaux problèmes, plus difficiles, et ont – du moins dans une certaine mesure et dans certains domaines – moins de marge de manoeuvre;
- en règle générale, la croissance de diverses économies en développement au cours des dernières années a été très inégale et, même là où le PIB a connu une augmentation rapide, l'incidence de la pauvreté monétaire diminue beaucoup plus lentement;
- les taux d'inégalités en matière de revenu restent obstinément élevés (et même augmentent), tant entre les pays qu'au sein de ceux-ci.

Pour relever ces défis, le CRDI a réitéré son engagement de renforcer et d'aider à mobiliser les capacités de recherche locales des pays en développement. Il a en outre déclaré son intention stratégique de favoriser la production, la diffusion et l'application des résultats de recherche susceptibles de modifier les politiques, les pratiques et les technologies qui peuvent aider à réduire la pauvreté et à faire progresser le développement durable et équitable.

La Stratégie générale du CRDI insiste sur l'importance de l'excellence scientifique, de l'opportunité et de la pertinence politique de la recherche que le Centre appuie; c'est pourquoi elle fait état d'objectifs complémentaires, soit de renforcer les capacités de recherche là où elles font défaut et de favoriser le rapprochement entre les chercheurs et les utilisateurs escomptés de la recherche. Le Centre a aussi réitéré son engagement, non seulement à intégrer explicitement les priorités du Sud dans les débats politiques internationaux et les prises de décisions relatives au développement à tous les niveaux, mais aussi à accroître les occasions de faire appel aux connaissances et aux perspectives de Canadiens pour s'attaquer aux principaux problèmes de développement tout en enrichissant le Canada grâce à la collaboration internationale.

Mondialisation, croissance et pauvreté

La Déclaration du Millénaire et les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont attiré l'attention de la planète tout entière sur l'évolution de la pauvreté dans le monde. Dans le contexte d'un monde de plus en plus interdépendant, ces proclamations mettent sur la sellette et la mondialisation et le fait qu'elle puisse aider ou freiner la réduction de la pauvreté et des inégalités. Diverses analyses ont permis de mieux comprendre l'interdépendance entre la croissance, la pauvreté, les inégalités et la mondialisation. En même temps, cependant, sont apparus encore plus clairement les lacunes du savoir et les enjeux épineux associés à l'éradication de la pauvreté.

Ainsi, il est généralement reconnu que la croissance économique est essentielle à la réduction de la pauvreté, mais qu'en soi, elle n'est pas suffisante (Ravallion, 2004 et autres sources de référence citées). D'habitude, la croissance économique profite au moins à quelques personnes pauvres (Dollar et Kraay, 2000), mais un grand nombre sont laissés pour compte, et l'ampleur de la réduction de la pauvreté dépend surtout du *modèle* de croissance recherché (Kakwani et coll., 2004; Ravallion, 2004). En outre, les ralentissements économiques sont une des principales causes de la prolifération de la pauvreté (comme en témoignent les crises financières en Asie de l'Est et en Amérique latine) et parfois, les accélérations de croissance qui leur succèdent ne font pas reculer la pauvreté aussi rapidement que les récessions l'ont augmentée.

De récentes recherches ont aussi mis en lumière d'importantes différences quant aux *types* de pauvreté et de vulnérabilité – par exemple, leur caractère chronique ou temporaire –, leurs causes, leur évolution au fil du temps, ce qui empêche des groupes ou des personnes de s'en prémunir, ce qui peut nous aider à comprendre les relations entre la pauvreté et les processus de croissance économique et de la mondialisation (Conway et Norton, 2002; Wood, 2003; Clark et Hulme, 2005). Il est également de plus en plus reconnu que les distorsions provoquées par les politiques ou les instances au pouvoir, de même que les obstacles physiques ou technologiques à l'accès, se conjuguent souvent pour empêcher les pauvres de profiter de la croissance fondée sur le marché (Ferraz, 2004; Were Omamo et Farrington, 2004; Mytelka, 2005).

À cet égard, la mondialisation n'a, à elle seule, ni complètement enrayé ni assuré la progression du développement social. Selon la définition de Nissanke et Thorbecke (2004), reprise aux fins du présent document, à savoir que les économies nationales sont de plus en plus liées à cause, d'une part, des marchés internationaux pour ce qui est des produits et des marchés de facteurs, entraînant ainsi l'accroissement du flux transfrontières de biens, de capitaux et de main-d'oeuvre et, d'autre part, de la circulation de l'information, de la technologie et du savoir-faire organisationnel, la mondialisation s'est considérablement accélérée au cours des quinze dernières années, en grande partie en raison de la modification des politiques et des progrès technologiques. Cette accélération est allée de pair avec le déclin apparent du *pourcentage* de citoyens dans le monde qui vivent dans l'absolue pauvreté, bien qu'il soit beaucoup plus incertain que les *chiffres absolus* aient diminué eux aussi (Ravallion, 2003; Wade, 2004).

La réduction de la pauvreté à l'échelle mondiale est attribuable principalement à l'excellent rendement de deux des économies les plus peuplées de la planète (la Chine

et l'Inde), qui se sont sans contredit mondialisées au cours de cette période. D'autres économies en développement (comme le Viet Nam, l'Ouganda et le Chili) ont progressé, elles aussi, dans un monde plus intégré et cela leur a permis de réduire la pauvreté, du moins tant que la croissance a duré. En même temps, toutefois, beaucoup d'autres pays en développement stagnaient et certaines des parties les plus pauvres du monde semblaient dans une pauvreté encore plus grande. La prévalence de pauvreté extrême en Afrique subsaharienne, en particulier, était plus élevée en 2001 qu'en 1990, et en ce qui concerne l'atteinte de l'objectif fixé pour 2015, l'organisme de surveillance de l'ONU a déclaré qu'il n'y avait « aucun changement, sinon une détérioration ou un revirement » (DAESNU, 2005).

La lutte contre la pauvreté en Afrique – le rôle crucial de l'initiative de programme MCP

En dépit de la perception généralisée de la stagnation du continent africain, certaines régions de l'Afrique ont connu une croissance économique appréciable au cours de la dernière décennie. Ainsi, l'Ouganda et la Tanzanie ont enregistré une croissance de 6 % durant la période de 1999 à 2003, le Mozambique 7 % et le Ghana 5 %. Malheureusement, en règle générale, cette croissance n'a pas donné lieu au recul de la pauvreté escompté. Les gouvernements africains et les donateurs d'aide s'inquiètent sérieusement de cette situation et cherchent à déterminer comment mener les choses différemment pour que la croissance économique ait des répercussions accrues sur les pauvres.

La Tanzanie est un bon exemple : son PIB, au cours de cette période, a atteint 5,8 % par année alors que les enquêtes sur le budget des ménages menées en 1990 et en 2001 n'ont révélé qu'un léger recul de la pauvreté. L'interprétation la plus répandue de ces chiffres voulait que les politiques de croissance adoptées n'aient eu aucun effet sur les pauvres. Que s'est-il donc passé ? D'abord, la croissance s'est largement concentrée aux alentours de Dar es Salaam et de quelques rares autres régions, sans même toucher à la majeure partie du continent. Ensuite, la croissance s'est concentrée dans des secteurs – les mines, le tourisme et les services modernes, par exemple – qui n'ont qu'une incidence relative sur les pauvres, lesquels sont pour la plupart engagés dans l'agriculture. Enfin, l'interprétation des données a posé problème; les enquêteurs ont établi des conclusions à partir de sondages qui n'étaient pas parfaitement comparables.

En quoi une recherche bien faite aurait-elle aidé ? Il existe de nombreux domaines dans lesquels la recherche appliquée comme celle que finance l'initiative de programme MCP peut avoir une réelle influence. Les analyses sectorielles peuvent servir à déterminer quels secteurs peuvent contribuer le plus à accroître le revenu et l'emploi parmi les pauvres et aider le gouvernement à décider des principales politiques ou investissements nécessaires à l'essor de ces secteurs. Les analyses géographiques peuvent aider les responsables des politiques à comprendre les liens qui existent entre la croissance et la pauvreté, et ce qui peut être fait pour développer les régions qui ne sortent pas de la pauvreté. De bonnes recherches appliquées dans les secteurs agricoles peuvent aider le gouvernement à déterminer quelles interventions auraient l'effet le plus notable sur le revenu des pauvres dans les domaines où ils sont engagés. Enfin, l'initiative de programme MCP pourrait appuyer de meilleures analyses de données et de tendances ainsi que la diffusion des résultats de recherche et la participation de responsables des politiques, afin de tirer des diverses enquêtes des conclusions probantes et de mieux faire comprendre les résultats aux politiciens, aux organismes de la société civile et aux bailleurs de fonds.

Outre les gens qui vivent dans la pauvreté absolue ou extrême, de grandes parties des populations des pays en développement arrivent à peine à survivre dans la quasi-pauvreté et restent vulnérables aux coups du sort (Wade, 2004). Les troubles sociaux et même les conflits violents semblent parfois être alimentés par les appréhensions croissantes de ces vastes segments, appréhensions qui s'ajoutent au sentiment d'être exposé à de nouvelles menaces « ingérables » découlant de l'économie mondiale et des caractéristiques de la diffusion des technologies (Nissanke et Thorbecke, 2004; Moser et Rodgers, 2005). Voilà

qui met en évidence les limites d'envisager trop étroitement l'extrême pauvreté et rappelle la nécessité de considérer les inégalités dans une perspective plus globale (Birdsall, 2001).

Lorsque l'attention se porte sur les inégalités, le panorama devient plus complexe et incertain. Premièrement, ces derniers temps (et dans divers pays, à diverses périodes) aucunes données statistiques irréfutables n'établissent de relation directe entre les taux de croissance nationale et les inégalités de revenu au sein d'un pays (Nissanke et Thorbecke, 2004 et autres sources de référence citées). Pourtant, des inégalités déjà connues et de nouvelles apparues récemment sont incontestablement d'importantes variables qui interviennent dans le rapport croissance-pauvreté. De fait, plus une société est inégale, plus la croissance doit être considérable pour réduire la pauvreté monétaire (Bourguignon, 2004). Une manifestation troublante de l'équation croissance-inégalité-pauvreté montrerait que, sans une *redistribution* importante, rares sont les pays qui atteindront d'ici à 2015 leur objectif en ce qui a trait à la réduction de la pauvreté, même s'ils répétaient la meilleure performance de croissance de leur histoire (CEPAL, 2004; DAESNU, 2005).

Deuxièmement, les diverses dimensions et sources d'inégalités et d'exclusion n'évoluent pas nécessairement en parallèle et peuvent interagir de manières complexes, parfois imprévisibles. Même si les inégalités en matière de revenu augmentent à l'échelle internationale, en particulier entre les pays (Bourguignon et Morrison, 2002), certains auteurs ont prétendu récemment que d'après d'autres indicateurs du bien-être matériel, le monde était aujourd'hui moins inégal qu'autrefois (Becker et coll., 2005; Kenny, 2005). Ces conclusions soulèvent un certain nombre de questions singulières et opportunes quant au rôle de la technologie et des institutions. Toutefois, elles ne doivent pas occulter l'observation contraire, à savoir que d'inqualifiables formes d'exclusion et de privation peuvent persister sans, apparemment, être touchées par les transformations économiques bénéfiques. Par exemple, la croissance importante du PIB par habitant et la baisse de la pauvreté ces dernières décennies au Pakistan n'auraient eu aucun effet positif sur diverses formes de discrimination fondée sur les sexes, ce qui, en retour, a empêché tout nouveau recul de la pauvreté ou progrès plus rapide à ce chapitre (Easterly, 2003; Kabeer, 2003).

Leçons tirées et lacunes sur le plan des connaissances

La documentation sur la croissance, dont il est possible de tirer bon nombre de leçons, ouvre de nouvelles avenues de recherche. Certaines des analyses les plus dignes de confiance laissent entendre qu'un bon rendement économique et social résulte de la combinaison judicieuse d'institutions marchandes et non marchandes (Rodrik, 2000; 2003). Dans ce contexte, il est utile de penser aux marchés comme à de nombreuses institutions sociales où se fait l'échange volontaire de biens et de services parmi divers types d'agents économiques. Lorsque les marchés autorisent des producteurs efficaces à vendre leurs biens et services à des acheteurs disposés à s'en porter acquéreurs, éloignant ainsi toute tendance à l'exploitation, il est probable que tant les travailleurs que les investisseurs puissent rentabiliser davantage leurs efforts et contribuer ainsi à améliorer les conditions de vie d'un plus grand nombre de gens. Dans le contexte du développement, cet état de fait met en lumière le rôle du secteur privé dans la mobilisation des ressources en vue de générer des éléments d'actif et créer des emplois, en particulier le rôle de premier plan que le secteur privé *national* est appelé à jouer

(Commission du secteur privé et du développement, 2004; OCDE, 2004; Banque mondiale, 2004).

Selon l'expérience qu'en ont eue de nombreux pays en développement, cependant, les marchés sont « manquants » ou donnent des signaux trompeurs. Cela peut être attribuable aux pratiques d'intervenants puissants, comme de grandes chaînes de magasins au détail utilisant leur emprise sur le marché pour imposer des normes arbitraires qui excluent les petits fournisseurs (Reardon et coll., 2003) ou des intermédiaires réduisant la marge versée aux petits agriculteurs pour leurs récoltes. Les marchés sont dits « manquants » lorsqu'une réglementation inadéquate empêche des emprunteurs solvables, en d'autres circonstances, d'obtenir du crédit pour des projets viables et socialement souhaitables et ne leur laisse d'autre choix que de s'adresser à des prêteurs du secteur non structuré, qui les exploitent. La croissance partagée fondée sur le marché est également freinée par les distorsions du commerce induites par les gouvernements, lesquelles excluent les fournisseurs des pays en développement en perte de vitesse ou qui obligent les pauvres des collectivités locales à payer des prix plus élevés (Hertel et Winters, 2005). Dans d'autres circonstances encore, des infrastructures inadéquates, le manque d'actifs ou les contraintes de l'information, peuvent empêcher les pauvres de saisir les occasions qui se présentent; par exemple, lorsque des agriculteurs de régions isolées ne peuvent joindre les acheteurs éventuels de leurs produits ou que des ménages ruraux ne sont pas courant des possibilités d'emploi ailleurs que dans leur localité (Krishna, 2004). Dans toutes ces situations, il est plus probable que les femmes feront face à un plus grand nombre d'obstacles, non seulement en raison des règles sociales et des coutumes, mais aussi parce que la fonction reproductrice qui leur incombe a pour effet de taxer la disponibilité de la main-d'oeuvre féminine.

Marchés manquants et déficients, demande éclairée, intervention publique efficace et bien ciblée. De fait, plusieurs des « pathologies » du marché dont nous venons de parler relèvent des politiques de réglementation, de la concurrence et du commerce. L'expérience d'économies relativement prospères donne à penser que la réglementation et les institutions publiques dans ces domaines servent autant à « bâtir » des marchés qu'à les régir.

En outre, lorsque les marchés sont manquants ou ne fonctionnent pas convenablement, les sociétés mettent habituellement en place d'autres institutions pour s'occuper de la production, des échanges et de la distribution. Il peut s'agir, par exemple, de petites entreprises dont on ne reconnaîtrait pas la viabilité économique, mais qui servent à redistribuer les revenus parmi les ménages membres, ou encore, de coutumes religieuses pouvant constituer une forme d'assurance contre certains risques. Parmi ces diverses institutions non marchandes, certaines peuvent accroître les capitaux tandis que d'autres reproduiront de fait les cycles d'exclusion et de pauvreté.

Tout cela laisse entendre que la croissance partagée, ou la croissance qui réduit considérablement la pauvreté et les inégalités, est en fait une croissance d'un genre particulier. Elle doit atteindre les régions géographiques où se trouvent les pauvres; elle doit se concentrer dans les secteurs et les industries les plus susceptibles de générer des revenus ou de créer des emplois pour les pauvres, et elle doit reposer sur les technologies et les institutions appropriées. Si les gouvernements ne peuvent directement peser sur les

caractéristiques de la croissance, un grand nombre d'institutions publiques peuvent influencer sur elle. Songeons en particulier aux institutions et aux politiques qui façonnent l'environnement économique, aux accords visant à assurer une utilisation judicieuse des ressources naturelles et la durabilité à long terme et aux efforts pour veiller au bon fonctionnement des mécanismes – comme les marchés du travail, l'accès à l'éducation et à la terre – qui permettent aux pauvres de profiter des occasions créées par la croissance. La croissance partagée découle généralement des efforts d'un secteur privé diversifié, vigoureux, soutenu et complété par des institutions publiques et d'autres entreprises non marchandes. Comme la recherche l'a démontré, celles-ci doivent s'appuyer sur une combinaison cohérente de politiques nationales et de liens avec le reste du monde qui ne représentent pas uniquement un seul modèle d'« économie de marché ».

Au-delà de ces généralisations, les détails d'une stratégie de croissance partagée doivent se limiter à un pays donné. De plus en plus, le milieu du développement international reconnaît que les pays doivent réagir à ces enjeux selon leurs besoins spécifiques et tenir compte, entre autres facteurs, des diverses causes et manifestations locales de la pauvreté, des obstacles à la croissance fondée sur le marché, des besoins et capacités en matière d'approvisionnement des services publics, et de la place particulière d'un pays donné dans l'économie mondiale. Les gouvernements et autres intervenants cherchent désespérément à obtenir des conseils sur la « bonne » sorte de croissance, mais ils sont souvent limités par un manque de données et d'analyses probantes sur la situation qui a cours dans leur pays ou collectivité, sur les rapports changeants en cause et sur ce qu'il faudrait faire différemment.

L'action de l'initiative de programme MCP

À la lumière de ce qui précède, l'initiative de programme MCP devra relever trois grands défis interdépendants.

- Premièrement, il devient de plus en plus nécessaire de comprendre **les caractéristiques et les facteurs de la croissance partagée** et d'y adapter les politiques et les institutions. Les pays en développement doivent déterminer comment favoriser la croissance du genre ou de la qualité qui s'impose – selon le secteur ou la région géographique qui convient et en respectant les exigences des ressources naturelles, et en se fondant sur des modèles technologiques et institutionnels qui génèrent un plus grand nombre d'emplois, mieux rémunérés.
- Deuxièmement, les pays doivent comprendre **les marchés et les institutions pour profiter de la croissance partagée**. Le défi consiste à découvrir comment bâtir, réglementer et étendre les marchés (nationaux et internationaux) et de comprendre la répartition géographique de ces marchés et d'autres institutions au regard de la création, de l'échange et de la distribution de richesses dans le but d'améliorer les politiques publiques.
- Troisièmement, les pays doivent avoir accès à de l'information qui leur permet de concevoir et de financer des systèmes de **protection sociale**. À cet égard, l'enjeu le plus intimement lié aux deux premiers défis consiste à utiliser les connaissances sur les institutions, la pauvreté et la croissance pour déterminer qui a besoin de protection, sous quelle forme, et comment financer ce système de protection sans mettre la croissance en péril ou aggraver les inégalités.

Cependant, il ne suffit pas de formuler des questions de recherche pertinentes à l'égard des politiques et de fournir des réponses en proposant les structures, les données et les techniques appropriées. Ces éléments sont certes importants, mais la recherche doit aussi avoir un lien avec l'élaboration des politiques pour amener des changements en faveur de l'équité. Ainsi, il est un autre défi de taille auquel il faudra s'attaquer, car en ce qui concerne la croissance partagée, bon nombre des questions pressantes et des dilemmes quant aux politiques n'ont pas trait à un seul « client » identifiable, mais exige la création de lieux de convergence à l'intention de divers intervenants et des ministères des gouvernements. La recherche et les chercheurs peuvent avoir un rôle rassembleur à jouer, mais l'élaboration de politiques est une tâche qui demande du doigté et qui doit se faire concurremment avec la création de connaissances.

Il faut aussi veiller à ne pas rater les occasions qui se présentent. L'adhésion généralisée aux documents de stratégie de réduction de la pauvreté a créé des occasions de tenir des dialogues multilatéraux sur les politiques. Les initiatives prises pour dépasser le consensus de Washington a déplacé le centre du débat vers le développement économique et a soulevé de nouvelles questions et de nouvelles attentes. Dans les pays en développement, non seulement les pressions externes mais très souvent l'insatisfaction et les protestations nationales à l'égard du mode de développement, incitent à l'adoption d'une approche intégrée de la croissance et de la réduction de la pauvreté qui tienne parfaitement compte de la réalité fondamentale de la mondialisation.

En même temps, dans de nombreux pays en développement, la disponibilité locale de connaissances utilisables et de conseils stratégiques fondés sur les résultats de recherche demeure très restreinte. Trop souvent, les systèmes de recherche et d'enseignement supérieur sont faibles et incapables de générer un flot constant de connaissances rigoureuses et utilisables dans les dialogues sur les politiques. Les salaires peu élevés, le manque de ressources et les infrastructures défaillantes freinent la création de connaissances et poussent les chercheurs convaincus à se rendre à l'étranger, ou encore à s'adresser à des organismes privés ou internationaux, pour explorer des possibilités de carrière, ce qui les empêche de former d'autres personnes ou de participer pleinement aux débats publics. Le secteur privé local, quant à lui, dispose rarement de mesures incitatives ou ne comprend pas l'avantage de financer une « bonne recherche publique » appliquée tandis que les gouvernements estiment que la recherche et l'enseignement supérieur sont des luxes comparativement à d'autres demandes urgentes qui pèsent sur leurs ressources.

L'expérience du CRDI

L'initiative de programme MCP table sur de nombreuses années d'appui accordé par le CRDI à la recherche sur les politiques économiques. Elle s'inspirera de l'expérience du Centre dans un grand nombre d'initiatives, dont le Secrétariat d'appui institutionnel à la recherche économique en Afrique (SISERA), le Consortium de recherche économique et sociale (CIES) au Pérou et le Projet d'amélioration des politiques visant les petites et moyennes entreprises (SMEPol) en Égypte. Elle témoigne également de la collaboration de divers groupes spécialisés (en développement du secteur privé, biotechnologie et technologies émergentes ou droits de propriété intellectuelle) du CRDI dont le travail étaye les réflexions sur les créneaux propices à l'initiative de programme MCP dans les axes thématiques particuliers dont nous avons fait état.

Mais surtout, l'initiative de programme MCP a été créée afin de poursuivre les travaux soutenus par les initiatives de programme Commerce, emploi et compétitivité (CEC) et Impacts micro des politiques macroéconomiques et d'ajustement (MIMAP) qui se sont occupées, respectivement, des stratégies d'intégration des pays en développement à l'économie internationale et des liens entre la pauvreté et les politiques macroéconomiques.

Depuis 1997, l'initiative de programme CEC a appuyé la création de connaissances et le renforcement des capacités de recherche afin d'améliorer les compétences des pays en développement en matière de négociation; de contribuer à la conception de mécanismes et de procédures devant permettre aux pays en développement de mieux profiter des possibilités offertes par la mondialisation; et d'aider les pays en développement à harmoniser leurs politiques économiques avec les politiques commerciales internationales.

L'initiative de programme CEC a financé trois types de projets. Dans un premier temps, les activités ont porté sur les nouvelles questions relatives aux relations commerciales internationales comme l'environnement, les codes d'investissement, la politique de concurrence et les échanges de services. En second lieu, elles ont été centrées sur les politiques nationales et régionales en réaction à la mondialisation. Enfin, l'initiative de programme a appuyé divers réseaux internationaux d'intervenants et d'experts en politique commerciale en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Dans un important domaine complémentaire, CEC a en outre soutenu des efforts ciblés en vue d'analyser la gouvernance mondiale du flux des échanges commerciaux et du financement international et de sensibiliser les instances au pouvoir à la nécessité de modifier la gouvernance pour la mettre au service du développement. L'initiative de programme MCP proposée s'inspire de ces interventions, mais elle met davantage l'accent sur leurs incidences sur la pauvreté et les inégalités.

Quelques leçons tirées de l'initiative de programme CEC – Les préférences vont à l'intégration et à la stratégie d'intégration

En décembre 2003, l'initiative de programme CEC accueillait un colloque international ayant pour thème *Le système de commerce mondial – Défis et possibilités sous l'angle du développement* et auquel ont assisté des partenaires de projet et d'autres spécialistes des échanges commerciaux et du développement. Pendant le colloque il est devenu évident que même les pays à faible revenu sont prêts à payer le prix fort pour faire partie de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Devenir membre de l'OMC est une entreprise complexe sur le plan politique, techniquement difficile, qui demande du temps et qui coûte cher. Selon un des participants, les pays arabes du Moyen-Orient ont découvert que la recherche des données (une de la vingtaine d'étapes requises pour l'adhésion) peut à elle seule prendre de deux à trois ans, en partie en raison de la constante traduction des documents en arabe et en anglais. Un projet en cours, financé par CEC en Angola, en Jordanie, en Bulgarie, en Équateur, à Taïwan, au Viet Nam et au Tadjikistan a révélé que le temps nécessaire pour compléter le processus s'est accru avec les années et que les engagements requis des pays adhérents sont de plus en plus exigeants, en particulier en ce qui a trait à la consolidation tarifaire et à la libéralisation des échanges de services.

Quand même, environ deux douzaines de pays tentent activement d'adhérer à l'OMC, le tiers d'entre eux étant parmi les pays les moins avancés (dont le Soudan, l'Éthiopie, le Yémen et le Laos). Ils s'attendent surtout à ce que leur adhésion à l'OMC indique à d'éventuels investisseurs étrangers qu'ils sont des intervenants authentiques dans le système économique international et à ce qu'elle contribue à stimuler leurs exportations. Selon l'expérience de nouveaux membres, cependant, ces attentes sont sans doute irréalistes, comme le montre le projet financé par CEC.

Les pays intéressés à devenir membres ont une certaine marge de manœuvre. D'abord, ils peuvent tourner le processus à leur avantage en déterminant les objectifs, en analysant les options économiques, en établissant un ordre de priorité raisonnable au chapitre des négociations et en proposant des positions de repli. Ensuite, ils peuvent défendre leur place dans la politique de développement s'ils réussissent à documenter l'incidence néfaste sur le développement des engagements non commerciaux requis pour l'adhésion. Enfin, ils peuvent avoir recours à l'aide technique et au renforcement des capacités mis à leur disposition pour préparer des stratégies pertinentes. Cela exige une compréhension minimale des effets probables des engagements requis sur les sociétés et l'économie de ces pays. Il leur faut aussi être en mesure d'exprimer clairement leur position *nationale* et la soutenir au fil du temps, toutes choses qui ne peuvent être simplement résolues par des technocrates des ministères du Commerce.

L'initiative de programme MIMAP a été créée en 1990 pour répondre aux préoccupations soulevées, d'une part, par les effets sur les pauvres des réformes visant la stabilisation et la libéralisation de l'économie entreprises dans les années 1980 et, d'autre part, par la capacité limitée des pays en développement de mesurer la pauvreté et d'analyser les répercussions des politiques macroéconomiques et des perturbations aléatoires.

L'initiative de programme avait pour objectif d'aider les pays en développement à concevoir des politiques et des programmes qui soient conformes aux objectifs de stabilisation économique et d'ajustement structurel et puissent en même temps réduire la pauvreté et la vulnérabilité.

Les activités de MIMAP se classaient dans quatre catégories. Les projets par pays, menés dans plus d'une douzaine de pays de l'Asie et de l'Afrique occidentale, avaient pour objet de renforcer et de mettre en pratique les capacités en vue d'évaluer et d'analyser la pauvreté, puis d'en assurer le suivi au moyen d'enquêtes et d'outils connexes; MIMAP a appuyé des stratégies communautaires, participatives, de suivi de la pauvreté et l'utilisation de leurs résultats dans les programmes locaux d'aménagement et de développement; et ils ont facilité l'évaluation de l'incidence des politiques

macroéconomiques et des perturbations aléatoires sur les ménages par la modélisation économique et des études sectorielles et axées sur les questions essentielles. Les projets thématiques ont permis de créer des connaissances et de mettre au point des outils dans des domaines transversaux, dont les sexospécificités, la santé, l'environnement, le travail et la microfinance. Des études comparatives ont mis des équipes de projets de MIMAP par pays à contribution dans l'analyse de questions d'intérêt commun comme l'incidence de la libéralisation du commerce sur la pauvreté. Enfin, l'initiative de programme a également offert du soutien, notamment de la formation, du soutien technique et des conseils en matière de programmation de la part d'experts nationaux et internationaux, ainsi que du soutien à divers mécanismes de diffusion. L'appui de MIMAP est en grande partie fourni par l'entremise du Réseau de recherche sur les politiques économiques et la pauvreté (PEP), axé en outre sur le renforcement des capacités et administré par l'Institut Angelo King des Philippines et l'Université Laval au Canada. L'initiative de programme MCP est un prolongement naturel de ces activités, qui ne s'intéresse plus exclusivement aux incidences des programmes d'ajustement, mais s'occupe plus généralement des effets de la croissance économique sur la pauvreté.

Quelques leçons tirées de l'initiative de programme MIMAP – La pauvreté profite de la libéralisation du commerce

La Déclaration du Millénaire et les OMD, les progrès intermittents réalisés dans les négociations commerciales multilatérales et l'inquiétude généralisée quant aux effets néfastes possibles de la mondialisation ont donné lieu à de nombreux efforts, au cours des dernières années, afin d'évaluer les répercussions de la libéralisation du commerce sur la pauvreté à l'échelle mondiale et, en particulier, dans les pays en développement. Le livre *Putting Development Back into the Doha Agenda: Poverty Impacts of a WTO Agreement*, préparé sous la direction de Hertel et Winters (2005), est l'une des tentatives les plus récentes et les plus exhaustives en ce sens. Des partenaires de MIMAP du Cameroun, des Philippines et du Bangladesh ont préparé des études par pays pour cette publication, lesquelles illustrent le genre de travaux que la programmation du CRDI a permis.

Dans le sommaire des conclusions, les directeurs de la rédaction soulignent qu'« en supposant qu'il soit ambitieux, le Programme de Doha pour le développement (PDD) aura à brève échéance des effets divers sur la pauvreté; certains pays voient leur taux de pauvreté augmenter quelque peu, tandis que d'autres connaissent des diminutions importantes. À tout prendre, ce programme a pour effet de réduire la pauvreté et cette réduction est plus prononcée à long terme. » L'équipe de l'initiative de programme MIMAP a démontré que le PDD pouvait réduire la pauvreté au Cameroun, par exemple, bien que les résultats soient largement tributaires des choix fiscaux opérés pour remplacer les revenus perdus en raison des baisses tarifaires (Emini et coll., 2005). L'équipe de MIMAP au Bangladesh, en revanche, estime que le PDD et la libéralisation du commerce à l'échelle mondiale et nationale ont eu à court terme des répercussions néfastes sur la pauvreté, lesquelles sont devenues positives à longue échéance (Annabi et coll., 2005).

Hertel et Winters font également remarquer que d'importantes réductions de tarifs dans les pays en développement amélioreraient la contribution du PDD à la réduction de la pauvreté et que « les principaux facteurs ayant un effet sur la pauvreté nationale comprennent la transmission incomplète des prix mondiaux aux ménages ruraux, les obstacles à la mobilité des travailleurs entre divers secteurs de l'économie de même que l'incidence des instruments fiscaux utilisés pour remplacer les revenus perdus à cause des réductions tarifaires ». Si les pays en développement veulent saisir les occasions que présente un monde économiquement mieux intégré, ils doivent comprendre précisément quels sont les liens essentiels entre ces occasions et les résultats positifs dans leur situation particulière, quels sont les mécanismes de transmission et les principaux obstacles et quels sont les moyens de réforme les plus viables pour modifier ce qu'ils sont en mesure d'améliorer.

Tant MIMAP que CEC ont appuyé des initiatives visant à mettre au point des outils de développement pour l'analyse sexospécifique des politiques économiques et à les appliquer aux débats sur l'élaboration des politiques publiques. Songeons, par exemple, à l'appui fourni à l'International Working Group on Gender, Macroeconomics and International Economics et aux budgets sexospécifiques, initiative du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme et du Secrétariat du Commonwealth. Ce sont là de solides assises pour le soutien soutenu que compte offrir l'initiative de programme MCP en matière d'analyse sexospécifique.

Les travaux des initiatives de programme CEC et MIMAP ont toujours été complémentaires. Ils le sont encore plus maintenant qu'est généralement reconnu le rôle de premier plan joué par la réduction de la pauvreté dans les politiques économiques et que les liens entre les négociations commerciales et d'autres domaines des politiques nationales apparaissent plus clairement. Cette complémentarité se traduit par le financement commun (CEC-MIMAP) de diverses activités importantes et par le croisement des membres des équipes des deux initiatives de programme. La nouvelle initiative de programme MCP tirera parti de cette complémentarité et mettra à profit les forces de CEC et MIMAP, comme d'ailleurs celles des activités connexes du CRDI.

Les évaluations externes des deux initiatives de programme, en 2000 et en 2003, ont donné une idée positive des réalisations de ces dernières. Bien qu'elles soient encore loin d'avoir accompli leur mission, elles ont toutes deux réussi à faire avancer les choses dans son domaine. L'intégration en une initiative de programme était logiquement la prochaine étape dans l'évolution du programme de recherche et la meilleure façon de réagir à la demande d'intensifier le dialogue et la collaboration entre les milieux disciplinaires et des politiques.

La programmation

Vision, buts et objectifs

Énoncé de vision

L'initiative de programme estime que *la recherche menée dans les pays en développement doit être à la base de leurs stratégies de croissance partagée.*

À y regarder de plus près, cette vision est celle d'un monde dans lequel les chercheurs et les établissements de recherche des pays en développement sont en mesure de contribuer régulièrement au processus d'élaboration des politiques en fournissant des données probantes qui éclairent les principaux dilemmes quant aux politiques et prévoient les défis imminents. Les responsables des politiques, les agents techniques et les conseillers en matière de politiques (y compris ceux des organismes internationaux et des institutions financières) des pays du Sud, du Canada et d'autres pays du Nord sont davantage aptes à faire en sorte que les considérations comme les conséquences sociales fassent partie intégrante des processus d'élaboration des politiques et ils accordent une plus grande place à la promotion de la croissance et à la réduction de la pauvreté. Les organisations de la société civile qui se portent à la défense des pauvres sont elles aussi mieux à même d'utiliser les résultats probants de la recherche dans leurs activités de représentation. Les intervenants sociaux des pays en développement (y compris divers segments des secteurs privé et pauvre non structuré) savent mieux comment et dans quels domaines prendre des décisions relatives aux diverses formes d'intégration à l'économie internationale qui leur sont les plus propices et bénéficient de ces dernières.

But de l'initiative de programme

L'initiative de programme MCP a pour but d'appuyer les réformes politiques des pays en développement qui visent à favoriser la croissance partagée et la réduction de la pauvreté, de soutenir les stratégies d'intégration internationale opportunes en fournissant les données probantes essentielles et de renforcer les capacités de production et d'utilisation de ces données en les intégrant à l'élaboration de politiques solidaires.

Objectifs

L'initiative de programme appuiera la recherche et le renforcement des capacités de recherche ayant pour objet :

1. de fournir de solides données probantes, établies à partir des situations locales, sur les caractéristiques et les facteurs de la croissance économique partagée et de la réduction de la pauvreté afin de permettre aux gouvernements et aux intervenants d'autres milieux des pays en développement de concevoir des politiques et des programmes adéquats;
2. d'informer les responsables des politiques et les intervenants de la société civile des possibilités et des difficultés liées à la lutte contre les inégalités et la pauvreté en élaborant des stratégies commerciales pertinentes et en situant les marchés (nationaux et internationaux) dans des contextes réglementaires appropriés;

3. de présenter des analyses de politiques, des propositions et des recommandations qui permettent aux gouvernements et aux intervenants d'autres milieux des pays en développement d'élaborer des systèmes de protection sociale équitables et efficaces;
4. d'enrichir les analyses de politiques menées par les chercheurs des pays en développement par des données dénotant une compréhension approfondie de la dynamique et des dimensions non monétaires de la pauvreté et des inégalités, des répercussions politiques et économiques des réformes en faveur de l'équité et des niveaux d'intervention appropriés (local, national, international) pour la mise en oeuvre de politiques prônant l'équité sociale.

Axes thématiques et axes transversaux

Les trois premiers objectifs particuliers définissent les trois axes thématiques qui orienteront les choix en matière de travaux. Ces axes thématiques portent sur des enjeux ou des moyens d'intervention précis sur le plan des politiques qui sont essentiels à la croissance partagée. Trois axes transversaux caractérisent la démarche propre à l'initiative de programme quant aux programmes axés sur les politiques et la contribution qu'elle entend apporter à la réflexion et aux pratiques en matière de développement; elle nourrit également un quatrième objectif, soit d'élargir les horizons quant aux politiques. Ces axes transversaux ne définissent pas de nouveaux champs de recherche, mais rendent compte de l'expansion de certains aspects d'activités déjà subventionnées.

Axes thématiques

Trois axes thématiques découlent des trois premiers objectifs de l'initiative de programme : les caractéristiques et les facteurs de la croissance partagée; la structure, le fonctionnement et la mise en place progressive du juste mélange d'institutions marchandes et non marchandes afin de favoriser la croissance partagée; et la conception et le financement équitable de systèmes de protection sociale. Nous présentons ci-dessous les principaux points d'insertion et les questions de recherche qui pourront être abordées dans chacun de ces domaines ainsi que les résultats escomptés de l'appui du CRDI.

Caractéristiques et facteurs de la croissance partagée. Nous sommes conscients que la croissance qui entraîne une plus grande équité et la réduction de la pauvreté diffère qualitativement de la croissance qui n'atteint pas ces objectifs, même si elles sont toutes deux fondées sur le marché. Comme nous l'avons déjà mentionné, la croissance partagée se concentrera vraisemblablement dans les industries, dans les types d'entreprises (qu'elles soient petites ou grandes, du secteur structuré ou non structuré, nationales ou d'appartenance étrangère) et dans les régions géographiques où un nombre disproportionné de pauvres sont établis ou peuvent être embauchés. Cette croissance se caractérise par des technologies et des méthodes d'organisation de la production et de la distribution qui créent un plus grand nombre de possibilités d'emploi plus intéressantes pour les populations les plus pauvres et ce, en tenant compte des considérations écologiques tout en donnant des résultats concurrentiels sur les marchés nationaux et internationaux. De façon plus générale, cette croissance permettra aux entrepreneurs et au secteur privé local de jouer un rôle de premier plan dans ce domaine. La croissance du type qui nous intéresse s'accompagnera d'une concentration de capital humain ainsi que

de la création et de la préservation d'autres atouts qui permettent aux pauvres de profiter davantage du processus de croissance.

Les facteurs de la croissance partagée varient d'une économie à une autre et il y aura des différences dans la manière dont la croissance se traduit en améliorations sensibles des conditions sociales. Ces mécanismes de transmission dépendent de la répartition géographique et sectorielle de la population active, du rôle de l'agriculture, de la capacité d'absorption de la main-d'oeuvre de diverses industries et des possibilités de mobilité des travailleurs entre les secteurs et les régions ainsi que de l'adaptation des marchés par la modification des prix des produits et des facteurs de production. Aussi, les détails des stratégies, ou trajectoires, de croissance partagée seront-ils fonction d'une région ou d'un pays donné. Les responsables des politiques de la majorité des pays en développement doivent avoir accès à des données probantes et à des analyses plus fiables afin de faciliter et de promouvoir ce type de croissance, et ce, dans des formats et en des langages conviviaux sans sacrifier la rigueur technique. Les chercheurs de ces pays ont aussi besoin de ressources financières et d'assistance technique pour effectuer ces analyses de manière plus méthodique et pour diffuser leurs travaux plus efficacement.

Les activités liées à cet axe thématique auront principalement pour objet :

- de cerner les secteurs, sous-secteurs, régions et types d'entreprises dont la croissance est le plus susceptible de réduire les inégalités et la pauvreté et d'examiner les modifications de politiques qui favoriseront le développement d'entreprises, stimuleront l'investissement et augmenteront la productivité dans ces domaines;
- d'analyser les facteurs déterminants des résultats du marché du travail (comme les taux de chômage, les types d'emploi, les niveaux de revenus, y compris le salaire des employés et des travailleurs indépendants), en accordant une attention particulière à leurs répercussions sur l'équité et la pauvreté, par secteur et par région géographique.

Les résultats escomptés de la programmation dans cet axe thématique sont les suivants :

- les chercheurs seront mieux en mesure de repérer les obstacles qui nuisent à l'expansion des secteurs et des activités qui peuvent beaucoup pour réduire la pauvreté et de formuler des recommandations favorisant la croissance durable de ces secteurs et activités;
- les chercheurs seront mieux à même de distinguer les politiques les plus susceptibles de stimuler la création d'emplois et la croissance durable du revenu, en particulier celui des travailleurs les plus pauvres;
- les responsables des politiques (surtout les conseillers en matière de politiques de divers ministères gouvernementaux et de niveaux infranationaux) et de nombreux intervenants (organisations de la société civile, organismes du secteur privé, bailleurs de fonds, chargés de cours universitaires) seront au courant des résultats de recherche et pourront discuter des possibilités en matière d'élaboration de politiques en se fondant sur des données beaucoup plus solides.

Marchés, autres institutions et croissance partagée. Bien que les marchés constituent un puissant outil générateur de richesses, capable de répartir efficacement les ressources, ils doivent avoir l'appui de diverses institutions publiques et bénéficier de diverses formes

d'action collective pour pouvoir être tant équitables qu'efficaces. L'initiative de programme MCP est consciente des lacunes des marchés des pays en développement et soutient que l'on ne peut en comprendre le fonctionnement qu'en tenant compte du contexte social dans lesquels ils évoluent. Autrement dit, les intervenants des secteurs public et non étatique ont la capacité d'édifier une économie de marché conforme à la réalité locale et qui assure une croissance équitable. Il faut pour cela des données probantes plus rigoureuses sur les effets distributifs des ententes institutionnelles en vigueur et de substitution et sur ceux de la transition entre les deux. En particulier, il faudra examiner sous un nouvel angle le processus de « libéralisation » et réévaluer les besoins en matière de réglementation (surtout en ce qui a trait au rythme et à l'ordre d'adoption ainsi qu'aux réformes complémentaires) et faire en sorte que les processus décisionnels tiennent davantage compte des connaissances relatives aux conséquences sociales déterminées.

Les activités liées à cet axe thématique étudieront principalement :

- les répercussions sur la pauvreté et l'équité des diverses formes de libéralisation des échanges (soit les négociations et accords commerciaux unilatéraux, bilatéraux, régionaux et multilatéraux) et les moyens de faire en sorte que ces considérations soient davantage prises en compte dans l'élaboration des politiques commerciales;
- les répercussions sur la pauvreté et l'équité de la concentration du pouvoir sur les marchés, des pratiques anticoncurrentielles et de l'échec de la réglementation ainsi que la conception et la mise en place graduelle de règles sur la concurrence et de mesures réglementaires afin de favoriser la croissance partagée;
- la nature des institutions non économiques associées aux marchés qui comportent des lacunes ou qui sont manquants et la mesure dans laquelle elles pourraient s'avérer d'intéressantes solutions de rechange pour favoriser l'équité ou, au contraire, reproduiraient les cycles d'exclusion, de pauvreté et de privation.

Les résultats escomptés de la programmation dans cet axe thématique sont les suivants :

- les chercheurs seront mieux en mesure d'analyser les effets distributifs des mélanges actuels d'institutions marchandes et non marchandes (publiques et privées) et pourront se fonder sur des données empiriques pour évaluer les effets distributifs probables des diverses réformes envisagées;
- les chercheurs de différents domaines et spécialités (par exemple, échanges commerciaux, économie de la réglementation, adeptes de diverses écoles de pensée et approches de l'analyse de la pauvreté) seront habitués de collaborer avec d'autres à la création de connaissances dans des domaines autres que le leur et utiliseront des cadres et des outils pertinents à la réalisation d'évaluations rigoureuses;
- les responsables des politiques (en particulier les conseillers techniques dans les domaines des échanges commerciaux, de la concurrence et de la réglementation) connaissent les effets distributifs de leurs démarches et d'autres options viables;
- les organismes du secteur privé, les organisations de la société civile, les bailleurs de fonds et d'autres intervenants sont au courant de la recherche sur les effets distributifs des réformes, fondée sur les données probantes locales, et s'en servent pour étayer leur position lors des débats sur les politiques locales.

Assurer la protection sociale. Les marchés et les autres institutions doivent être harmonisés pour créer plus de richesses de manière plus efficace et durable et pour permettre aux moins nantis de bénéficier de leurs gains. Cependant, les interventions et les systèmes publics qui visent directement à redistribuer les richesses, à protéger les populations des perturbations aléatoires et à obvier à diverses formes d'exclusion sont de plus en plus considérés comme essentiels au développement équitable, même dans les pays à faible revenu où ils sont vus depuis toujours comme un luxe.

Les débats se poursuivent quant à l'ampleur, la forme, les bénéficiaires, le financement et les effets des systèmes de protection sociale qui tiendront compte de l'équité, de l'efficacité et de l'efficience, des dimensions qui se traduisent dans les discussions par « l'établissement des objectifs », un « choix de mesures incitatives axées sur la protection », les « taxes et l'efficience » ou la « viabilité budgétaire ». Mais l'inclusion de la protection sociale dans un programme de croissance partagée au regard de la mondialisation a sa raison d'être. Premièrement, ce serait mal servir les objectifs en faveur de l'équité et de la lutte contre la pauvreté que de se fonder sur des analyses qui se limitent à ce que peuvent offrir les marchés et les institutions appuyées par les marchés. La lutte contre la pauvreté et les inégalités exige également des politiques budgétaires qui prévoient une redistribution des richesses légitime, qui tienne compte des exigences de la croissance.

Deuxièmement, notre compréhension des facteurs et du potentiel de réduction de la pauvreté de la croissance fondée sur le marché ainsi que des effets distributifs des institutions marchandes et non marchandes met aussi en lumière les limites de ces processus et politiques. La protection sociale est assortie de différents rôles selon le rapport entre la population et le processus de croissance (à savoir, protection de ceux qui ne peuvent participer à l'économie à titre de producteurs comme les enfants, les personnes âgées et les malades; filet de sécurité pour ceux qui sont touchés par la restructuration économique ou par les perturbations aléatoires; protection en vue de faciliter la transition de ceux qui sont économiquement actifs mais pauvres et qui pourraient entreprendre des activités leur procurant un meilleur revenu) et les réponses ciblées pour chaque type de besoins devraient être fondées sur des données probantes.

La croissance partagée tirera un avantage net de la mise en place de mécanismes de protection sociale selon leur mode de financement : ce dernier ne doit pas être incompatible avec les objectifs de croissance des pays en cause et il doit permettre d'améliorer l'équité. Le financement des dépenses sociales a acquis une nouvelle importance depuis les réformes structurelles qui influent sur les sources de revenu traditionnelles (par exemple, les droits sur le commerce international) et a des connotations particulièrement préoccupantes en matière de gouvernance dans les pays pauvres, tributaires de l'aide au développement et dans d'autres pays en développement.

L'initiative de programme se centrera donc sur deux questions directement liées à la connexion entre la mondialisation, la croissance et l'équité :

- comprendre quels types de protection il faut dans des milieux socioéconomiques particuliers (qui a besoin de protection, dans quel but, sous quelle forme et pour combien de temps) afin d'aider à la conception des systèmes de protection sociale;

- se pencher sur les questions entourant la conception ou la réforme des régimes fiscaux dans le but de financer la protection sociale équitablement et sans nuire à la croissance.

Les résultats escomptés de la programmation dans cet axe thématique sont les suivants :

- les chercheurs seront mieux en mesure d'analyser de manière empirique l'efficacité des mécanismes de protection sociale, en vigueur ou projetés, ainsi que l'efficience et l'équité de leur financement éventuel;
- les responsables des politiques (dont les législateurs et les conseillers techniques) et les bailleurs de fonds connaissent les résultats de recherche sur les besoins en matière de protection sociale de nombreux segments de la société et se servent de ces connaissances dans la conception et l'évaluation des systèmes de protection sociale;
- les organisations de la société civile sont au courant de cette recherche fondée sur des données probantes et s'en servent pour s'assurer que les gouvernements s'acquittent de leur obligation de rendre compte et pour défendre les mesures de protection civile et les mécanismes de financement qui donnent lieu à une croissance partagée.

Axes transversaux

Trois axes transversaux seront à l'honneur dans toutes les activités de l'initiative de programme MCP afin d'avoir le choix de différents projets et de guider cette dernière dans ses interactions avec ses partenaires lors de la conception des projets. Ces axes transversaux ne sont pas de nouveaux axes thématiques, mais plutôt des moyens d'aborder les questions de recherche appliquée dont nous avons parlé plus haut.

Enrichissement des analyses sur la pauvreté et les inégalités. Bien que les approches coutumières de l'évaluation de la pauvreté et des inégalités demeurent importantes (fondées sur le revenu et la consommation, et habituellement statiques), la croissance équitable exige des approches plus étayées, au moins à deux égards.

En premier lieu, une compréhension dynamique de la pauvreté et des inégalités s'impose de plus en plus. Aussi faut-il mettre en lumière les causes internes et externes de la pauvreté des ménages et des personnes, reconnaître les enjeux particuliers que pose la pauvreté « chronique » et mettre au jour les liens entre la variabilité de la situation socioéconomique et le dynamisme des diverses composantes de l'économie. Cela voudra dire évaluer les effets des diverses caractéristiques de la migration (au sein et au-delà des frontières, permanente ou temporaire, légale ou illégale) et celles du flux des ressources qui y est associé (c'est-à-dire les envois et les fluctuations des stocks de capital humain) et d'autres stratégies d'adaptation que les pauvres créent pour faire face à leur situation. Il faut également se pencher sur la discrimination ethnique, religieuse, culturelle, politique et sur toute autre forme d'exclusion qui empêche certaines populations d'être partie à des secteurs économiques dynamiques ou de profiter de la création et de la redistribution de la richesse.

En second lieu, il faut transcender l'étroitesse des définitions de la pauvreté fondées sur le revenu ou la consommation. Par exemple, beaucoup soutiennent que d'ignorer les inégalités entre les sexes qui prennent naissance dans les ménages ou à l'extérieur de

ceux-ci pourrait empêcher des politiques fort judicieuses à tout autre égard d'atteindre leurs objectifs en matière de réduction de la pauvreté. Qui plus est, les notions d'inégalité et de privation qui englobent et mettent en évidence les multiples dimensions des réalisations humaines (y compris le rôle des droits, de l'intervention et de la liberté de la personne) doivent être mieux comprises et être abordées de manières plus empiriques, notamment par des approches qui font une place centrale à l'égalité entre les sexes. Bon nombre de ces approches multidimensionnelles en sont aux premières étapes de leur développement méthodologique et attendent l'intégration de données quantitatives et qualitatives. Le CRDI a pris part aux premiers stades de leur développement et l'initiative de programme MCP appuiera la poursuite de leur élaboration et leur application à l'analyse des politiques.

Il est prévu que les projets financés par l'initiative de programme enrichiront les débats sur les politiques en faisant mieux comprendre la pauvreté selon un des deux points de vue susmentionnés. Dans la mesure du possible, l'initiative de programme s'efforcera de produire des données efficaces et rentables afin d'atteindre cet objectif et, plus souvent, de susciter les efforts communs des divers intervenants en vue d'étendre les sources d'information locales et nationales ou de réunir les données éparses (par exemple, en appuyant des enquêtes sur l'emploi du temps afin d'éclairer la dynamique et les effets sur les ménages des politiques relatives aux femmes et aux enfants qui ne font pas partie du marché du travail « visible »; en procédant à des enquêtes par panel pour comprendre l'ampleur et les caractéristiques de la pauvreté chronique et temporaire et la dynamique du marché du travail; ou en intégrant des ensembles de données sur les ménages, les entreprises et la fonction publique pour mettre en relief les répercussions des réformes des politiques).

Mondialisation, décentralisation et « subsidiarité ». Certes, la mondialisation crée de nouvelles menaces pour le développement équitable, mais aussi de nouvelles possibilités de relever les difficiles défis que pose la coordination internationale des politiques. Pareille coordination peut renforcer les États faibles (et les intervenants non étatiques) en regard des puissants acteurs mondiaux ou nationaux. En un sens, la vague d'accords d'intégration régionale survenue au cours des dernières décennies peut être considérée comme une tentative des pays en cause de « gérer » leur intégration économique sur la scène internationale, en créant de plus petites tribunes où leurs préoccupations seront peut-être entendues avec plus d'attention, et en cherchant à former des partenariats pour faire face conjointement aux développements mondiaux. Parallèlement, les pays tant fédéraux qu'unitaires s'évertuent à déterminer quelle doit être la juste mesure de la décentralisation du droit d'élaboration des politiques et des responsabilités à cet égard aux unités infranationales. Ils ont constaté qu'il n'y a pas de règle simple à suivre et que les diverses politiques varient selon qu'elles sont administrées par de hautes instances ou des instances inférieures. Ces questions peuvent être vues comme des variantes d'un problème plus général, à savoir le partage des responsabilités de l'élaboration des politiques à différents niveaux d'une organisation politique, pour passer de l'échelon local à l'échelle internationale.

En règle générale, les projets financés par l'initiative de programme porteront sur un niveau d'intervention possible (par exemple, les politiques nationales), mais par suite de leurs discussions lors de la mise en oeuvre et du suivi du projet et lors d'activités

précisément ciblés, le cas échéant, on incitera les partenaires à analyser les répercussions à d'autres niveaux (par exemple, la coordination régionale ou internationale, ou les politiques locales) et à contribuer de manière créative aux débats visant à assurer la cohérence et la meilleure conception possible des politiques.

Les répercussions politiques et économiques des changements progressifs. L'expérience du CRDI et de nombreux autres intervenants du domaine du développement révèle que des données probantes de qualité ne suffisent pas à provoquer ni même à favoriser des changements en vue de garantir l'équité. La recherche doit être menée dans des sites (réels ou virtuels) et de manières qui facilitent son assimilation par ceux qui peuvent amorcer ou favoriser le changement. Elle doit tenir compte des principales caractéristiques du processus d'élaboration des politiques, de la dynamique politique et économique en jeu et des obstacles institutionnels. En règle générale, les projets conçus exclusivement par des chercheurs laissent passer d'importantes contraintes que les responsables des politiques ou d'autres intervenants tiennent tacitement pour acquies. D'un autre côté, une recherche universitaire dont il est fait adéquatement état et qui est placée au bon endroit peut être un puissant outil de reddition de comptes en illustrant l'écart entre les objectifs fixés et les résultats obtenus et en examinant les facteurs affectant le rendement.

La mise en contexte des analyses des politiques économiques influe, quant à elle, sur la possibilité que les résultats de recherche renforcent éventuellement la capacité des intervenants progressistes de concrétiser les changements et d'appuyer la démocratisation du processus d'élaboration des politiques. Par exemple, l'analyse des réformes réglementaires ou des politiques commerciales sans tenir compte de l'interaction des intérêts qui entreront en jeu et de ceux qui seront mobilisés équivaldrait sans doute à proposer des objectifs irréalisables parce qu'elle oublierait des conditions préalables et des étapes intermédiaires indispensables ou qu'elle ferait erreur quant à l'ordre optimal dans lequel les réformes devraient être sériées.

L'initiative de programme exigera que les projets soient fondés sur une solide compréhension du processus d'élaboration des politiques et des facteurs propres à l'économie politique. Les auteurs des propositions devront démontrer qu'ils ont prévu une stratégie pertinente à la création de connaissances en vue de favoriser ou d'appuyer le changement ou qu'ils s'efforceront de mettre en valeur les facteurs politiques, institutionnels et organisationnels qui compromettraient les modifications des politiques publiques favorables aux pauvres.

Approches et stratégies de programmation

Conformément à la mission et aux objectifs du CRDI, l'initiative de programme tentera d'abord et avant tout de renforcer les capacités locales de produire des connaissances pertinentes, rigoureuses et utilisables en vue de les intégrer à l'élaboration des politiques. Pour atteindre cet objectif, l'initiative de programme appuiera trois mécanismes d'aide à la recherche, soit les réseaux thématiques et régionaux de longue durée, les projets multipays assortis de délais précis et des projets menés pays par pays. L'initiative de programme compte investir environ la moitié de son budget dans les réseaux thématiques

et régionaux de longue durée, le reste étant partagé à peu près à parts égales entre les projets multipays ponctuels et des projets par pays.

Les réseaux thématiques et régionaux sont depuis toujours un signe distinctif des activités du CRDI. L'initiative de programme MCP, pour qui ils constituent des instruments privilégiés pour la poursuite de ses objectifs, continuera d'accorder son appui à ces réseaux, bien implantés dans les institutions du Sud et qui mettent en contact des chercheurs, des responsables des politiques et des praticiens du développement de nombreux pays. Entre autres nombreux avantages, ils facilitent l'examen par les pairs et l'apprentissage, non seulement dans le milieu universitaire, mais aussi au sein d'une vaste gamme d'intéressés dans les pays en développement (c'est-à-dire permettant l'examen informel par les pairs de politiques et des arrangements institutionnels). Ils renforcent les capacités par l'encadrement direct de membres moins expérimentés, donnent lieu à des effets d'émulation (par exemple, en favorisant la propagation des meilleurs modèles et pratiques) et par la création de mécanismes formel et informel pour l'échange d'information et l'assistance technique. Les réseaux brisent l'isolement des spécialistes des pays où les systèmes de recherche sont faibles et peuvent également servir de voies diplomatiques informelles pour gagner la confiance et la collaboration des instances régionales et transrégionales (par exemple, dans le cas des réseaux de connaissances sur le commerce qui permettent aux négociateurs commerciaux de se rencontrer officieusement).

La conception des réseaux sera particulièrement soignée afin d'assurer qu'ils appuient et facilitent un continuum recherche-politiques à l'échelon local approprié. Aussi faudra-t-il examiner de manière approfondie et créative les questions de l'adhésion, de la coordination, de l'assistance technique, des procédures, de la durée de vie et des mesures incitatives de sorte que les réseaux puissent renforcer la capacité de leurs membres de favoriser le changement dans les contextes locaux. Les leçons retenues des évaluations stratégiques commandées par le CRDI sur les réseaux et leur influence sur les politiques publiques et les enseignements tirés des expériences respectives des initiatives de programme CEC et MIMAP seront mises en application dans ce but.

Des projets multipays spéciaux, dont la durée de vie – plus courte – aura été préétablie, bénéficieront aussi du soutien de l'initiative de programme, ces projets s'inscrivant dans certains objectifs de cette dernière. Ils seront habituellement établis pour répondre aux besoins d'intervenants identifiables, favoriser le dialogue sur les politiques assorti de délais précis ou devant servir de moyens pour explorer la viabilité des nouveaux réseaux. Il pourra s'agir d'initiatives transrégionales auxquelles participeront des équipes de divers pays au même stade de développement ou dont les capacités de recherche sont semblables (par exemple, de grands pays en développement comme l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Inde et la Chine). Certes, la participation de l'initiative de programme MCP et d'autres partenaires canadiens à ces initiatives facilitera de nouvelles formes de coopération Sud-Sud, mais elle permettra également de faire connaître la réaction du Canada à des enjeux stratégiques particuliers, de mieux comprendre la nouvelle dynamique internationale et d'apporter d'importantes contributions à la réflexion et aux pratiques en matière de développement international.

L'initiative de programme MCP et le renforcement des capacités

Le renforcement des capacités dans les pays en développement, pierre angulaire de la programmation du CRDI, peut avoir diverses significations et se produire à différents niveaux (Lusthaus et Neilson, 2005).

Sur le plan *individuel*, l'initiative de programme MCP contribuera à renforcer les capacités des personnes en leur offrant un financement qui leur permettra de consacrer du temps à la recherche appliquée et, partant, à « l'apprentissage par l'action »; à prendre part à la conception et à l'établissement de réseaux, ou au soutien de réseaux existants, pour permettre à des chercheurs moins expérimentés de faire équipe avec des chercheurs chevronnés en vue d'atteindre des objectifs concrets de création de connaissances; à sensibiliser l'opinion aux nouveaux enjeux de la recherche appliquée et des politiques publiques; et à faciliter l'assistance technique afin d'accroître les compétences ou de faire connaître aux chercheurs des outils et des approches qui leur étaient inconnus. Ces interventions se feront soit par un examen par les pairs des résultats de la recherche, l'encadrement et la supervision au sein des réseaux dans le cadre d'ateliers prévus dans les grands projets de recherche et, à l'occasion, en offrant un appui direct pour des initiatives de formation visant à améliorer les capacités de recherche.

L'initiative de programme MCP se rend compte qu'il y aura sans doute des compromis à faire entre le renforcement des capacités sur le plan individuel (lequel exige de travailler souvent avec des chercheurs dont la formation n'a pas été complétée) et les exigences auxquelles il faut satisfaire pour influencer les politiques ou étayer les débats dans ce domaine (ce qui requiert généralement des résultats solides et crédibles). Loin de renoncer à aucun de ces objectifs, elle en tiendra compte dans la conception des réseaux de savoirs, l'établissement des objectifs des projets et la gestion des dossiers thématiques et régionaux afin d'envisager chacun des objectifs conformément à la réalité de chaque région.

L'initiative de programme sait également que l'investissement dans les capacités individuelles peut n'avoir que des effets limités en matière de développement si les milieux institutionnels dans lesquels les gens évoluent n'appuient pas leurs efforts. Le financement de base des *établissements de recherche* et des consortiums du Sud (habituellement de petits bailleurs de fonds comme le Consortium pour la recherche économique en Afrique par exemple) se poursuivra, mais la principale forme d'appui des capacités institutionnelles se fera dans le cadre de projets de recherche ayant des objectifs précis et à échéance bien déterminée. En particulier, les projets multipays donnent aux établissements du Sud l'occasion de tirer des leçons des succès et des échecs en gestion de la recherche d'institutions homologues de milieux comparables, les exposent à de nouveaux modèles de financement et d'organisation et offrent aux organismes les plus compétents la possibilité de mettre leurs forces en valeur et de faire connaître leur expertise grâce à la coordination des réseaux internationaux de savoirs (par exemple en collaboration avec l'Institut Angelo King des Philippines, chargé de la coordination d'un important réseau financé par MIMAP).

Une petite partie du budget de l'initiative de programme (un quart environ) sera consacrée à des *initiatives par pays*. En décidant de l'endroit où les fonds seront investis, l'équipe de l'initiative de programme distinguera un nombre limité de pays afin d'atteindre une masse critique et d'exercer une véritable influence sur le renforcement des capacités et la disponibilité des connaissances. La décision de limiter ces investissements à quelques pays seulement vise également à faciliter la synergie entre les projets portant sur chacun des objectifs de l'initiative de programme. Les priorités guidant le choix des pays seront déterminées en collaboration avec les bureaux régionaux du CRDI, en tenant compte de l'état du développement humain dans ces pays, de la disponibilité des ressources humaines et des partenaires locaux, des possibilités que la recherche puisse influencer sur l'élaboration des politiques et des initiatives en cours ou planifiées par d'autres bailleurs de fonds (en prêtant toute l'attention voulue à la politique étrangère du Canada et aux priorités de l'Agence canadienne de développement international).

Sources de référence

- Annabi, N., Khondker, B.H., Raihan, S., Cockburn, J. et B. Decaluwe (2005), « Implications of WTO Agreements and Domestic Trade Policy Reforms for Poverty in Bangladesh: Short vs. Long Run Impacts », *Cahiers de recherche MPIA*, PEP-MPIA, février.
- Banque mondiale (2005), *Rapport sur le développement dans le monde 2005 – Un meilleur climat de l'investissement pour tous*, Paris, Banque mondiale/de Boeck.
- Becker, G., Philipson, T. et R. Soares (2005), « The quantity and quality of life and the evolution of world inequality », *American Economic Review*, 95(1): 277-291.
- Berry, A. (2004), *Políticas para el empleo remunerativo en Paraguay – Bases conceptuales y experiencias de otros países*, Toronto, Université de Toronto, CIS.
- Birdsall, N. (2001), « Why inequality matters: Some economic issues », *Ethics and International Affairs*, 15(2).
- Bourguignon, F. (2004), *The poverty-growth-inequality triangle*, Washington, Banque mondiale.
- Bourguignon, F. et C. Morrison (2002), « Inequality among world citizens: 1820-1992 », *American Economic Review*, 92(4): 727-744.
- CEPAL (2004), *Panorama social de latina*, Santiago (Chili), CEPAL.
- Clark, D. et D. Hulme (2005), *Towards A Unified Framework for Understanding the Depth, Breadth and Duration of Poverty*, exposé présenté à la conférence internationale « The Many Dimensions of Poverty », Brasilia, International Poverty Centre, PNUD, 29-31 août.
- Commission du secteur privé et du développement (2004), *Libérer l'entrepreneuriat – mettre le monde des affaires au service des pauvres*, rapport de la Commission du secteur privé et du développement au Secrétaire général des Nations Unies, New York, PNUD.
- Conway, T. et A. Norton (2002), « Nets, ropes, ladders and trampolines: The place of social protection within current debates on poverty reduction », *Development Policy Review*, 20(5): 533-540.
- DAESNU (2005), *Millennium Development Goals: A Progress Report*, New York, Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies.
- Dollar, D. et A. Kraay (2000), *Growth is Good for the Poor*, Washington, Banque mondiale.
- Easterly, W. (2003), « The political economy of growth without development: A case study of Pakistan », dans D. Rodrik (dir.), *In Search of Prosperity*, Princeton/Oxford, Princeton University Press.
- Emini, C.A., Cockburn, J. et B. Decaluwe (2005). « The Poverty Impacts of the Doha Round in Cameroon: The Role of Tax Policy », *Cahiers de recherche MPIA*, PEP-MPI, avril.
- Evenett, S. (2004), *WTO Accession: lessons from experience*, Oxford, Said School of Business, Université Oxford.
- Ferraz, J. C. (2004), *Productive development in open economies: Policy and research lessons from the Latin American experience*, Le Caire (Égypte), présentation lors des journées de réflexion stratégique des membres de l'initiative de programme CEC du CRDI.
- Fields, G. (2005), *Notes on a Research Agenda on Labour Markets in Developing Economies*, rapport d'expert-conseil préparé pour le CRDI, août.
- Hertel, T.W. et L.A. Winters (2005), « Poverty impacts of a WTO agreement: Synthesis and overview », dans T. Hertel et A. Winters (dir.), *Putting Development Back into the Doha Agenda: Poverty Impacts of a WTO Agreement*, Washington, Banque mondiale.
- Kabeer, N. (2003), *Intégration de la dimension genre à la lutte contre la pauvreté et objectifs du Millénaire pour le développement – Manuel à l'intention des instances de décision et d'intervention*, Ottawa, Les Presses de l'Université Laval/CRDI.
- Kakwani, N. et coll. (2004), *Pro-poor growth: Concepts and measurement with country case studies*, Brasilia, International Poverty Centre, PNUD.
- Kenny, C. (2005), « Why are we worried about income? Nearly everything that matters is converging », dans *World Development*, 33(1): 1-19.

- Keohane, R. et J. Nye (2000), « Globalization: What's new? What's not? (And so what?) », dans *Foreign Policy*, 118 (printemps): 104-119.
- Krishna, A. (2004), « Escaping poverty and becoming poor: Who gains, who loses, and why? » dans *World Development*, 32(1): 121-136.
- Lusthaus, C. et S. Neilson (2005), *Capacity building at IDRC: Some preliminary thoughts*, document préparé pour la Section de l'évaluation du CRDI, avril (version préliminaire).
- Makinwa Adebuseye, P. (2005), *Globalization, Poverty and Growth: Geographic Labour Mobility in Sub-Saharan Africa*, rapport d'expert-conseil préparé pour le CRDI, août.
- Moser, C. et D. Rodgers (2005), *Change, Violence and Insecurity in Non-Conflict Situations*, Londres, Overseas Development Institute, document de travail 245.
- Mytelka, L. K. (2005), *How technological change excludes the poor*, Ottawa, présentation lors d'un colloque organisé par le CRDI sur la mondialisation, la croissance et la pauvreté, février.
- Nissanke, M. et E. Thorbecke (2004), *Channels and Policy Debate in the Globalisation-Inequality-Poverty Nexus*, rapport préparé à l'occasion du colloque organisé par l'UNU/WIDER, « The Impact of Globalisation on the World's Poor », Helsinki, 29-30 octobre.
- OCDE (2004), *Accelerating pro-poor growth through support for private sector development*, Paris, Organisation de coopération et de développement économiques.
- PNUD (1990), *Rapport mondial sur le développement humain 1990 – définition et mesure du développement humain*, Economica, Paris, Programme des Nations Unies pour le développement.
- Ravallion, M. (2004), *Pro-poor growth: a primer*, Washington, Banque mondiale.
- Ravallion, M. (2003), « The Debate on Globalization, Poverty and Inequality: Why Measurement Matters », dans *International Affairs*, 79(4): 739-754.
- Reardon, T., et coll. (2003), « The rise of supermarkets in Africa, Asia and Latin America », dans *American Journal of Agricultural Economics*, 85(5): 1140-1146.
- Rodrik, D. (2000), « Institutions for high quality growth: What they are and how to acquire them », dans *Studies in Comparative International Development*, 35(3): 3-31.
- Rodrik, D. (éd.) (2003), *In Search of Prosperity*, Princeton/Oxford, Princeton University Press.
- Sen, A. K. (1999), *Development as freedom*, New York, Alfred A. Knopf.
- Sen, A. K. (1992), *Inequality reexamined*, Cambridge, Harvard University Press.
- Wade, R. (2004), « Is Globalization Reducing Poverty and Inequality? », dans *World Development*, 32(4): 567-589.
- Were Omamo, S. et Farrington (2004), *Policy research and African agriculture: Time for a dose of reality?*, Londres, Overseas Development Institute.
- Wiggins, S. (2005), *Scoping Study for IDRC: Agricultural Growth and Poverty Reduction, Notes on a Research Agenda on Labour Markets in Developing Economies*, rapport d'expert-conseil préparé pour le CRDI, août.
- Wood, G. (2003), « Staying secure, staying poor: The 'Faustian Bargain' », dans *World Development*, 31(3): 455-471.

Liste de sigles

| | |
|--------|------------------------------------------------------------------------------------------|
| CEC | Commerce, emploi et compétitivité |
| CREA | Consortium pour la recherche économique en Afrique |
| CIES | Consortium de recherche économique et sociale (Pérou) |
| CRDI | Centre de recherches pour le développement international |
| MCP | Mondialisation, croissance et pauvreté |
| MIMAP | Impacts micros des politiques macroéconomiques et d'ajustement |
| OMC | Organisation mondiale du commerce |
| OMD | objectifs du Millénaire pour le développement |
| ONU | Organisation des Nations Unies |
| PDD | Programme de Doha pour le développement |
| PEP | Réseau de recherche sur les politiques économiques et la pauvreté |
| PIB | produit intérieur brut |
| SISERA | Secrétariat d'appui institutionnel à la recherche économique en Afrique |
| SMEPol | Projet d'amélioration des politiques visant les petites et moyennes entreprises (Égypte) |